



Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

97-2 | 2009

Les régions de montagne comme référents de l'action collective

Ruralité, ethnicité et montagne :

Le référent andin dans le projet de territoire « aymaras sin frontera »

Anne-Laure Amilhat Szary



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/913>

DOI : [10.4000/rga.913](https://doi.org/10.4000/rga.913)

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Rurality, ethnicity and mountain areas: - URL : <https://journals.openedition.org/rga/933> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

Anne-Laure Amilhat Szary, « Ruralité, ethnicité et montagne : », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 97-2 | 2009, mis en ligne le 24 juillet 2009, consulté le 08 décembre 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/rga/913> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.913>



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Ruralité, ethnicité et montagne : le référent andin dans le projet de territoire « aymaras sin frontera »

Anne-Laure Amilhat-Szary

IGA, Université Joseph Fourier / PACTE UMR 5194
anne-laure.amilhat@ujf-grenoble.fr

Résumé : Dans un contexte latinoaméricain où les populations autochtones ont dû attendre la fin du XXème siècle pour regagner en visibilité, l'identité andine pose question. Dans cet article, l'analyse des étapes d'une mobilisation collective à base territoriale permet de suivre la redécouverte d'un ancrage identitaire longtemps nié ou refoulé du fait des conditions socio-politiques. L'affirmation retrouvée de l'ethnicité, voire de l'« andinité » s'avère très complexe,

comme le cas étudié, l'alliance « Aymaras sin Fronteras » (Aymaras sans frontières) le révèle. Dans ce cas, le processus de territorialisation se fonde sur une interaction dialectique entre ses composantes rurale, ethnique, et montagnarde (andine).

Mots-clés : montagnes, Andes, Bolivie, Chili, Pérou, ruralité, ethnicité, identité, frontières, territorialisation, projet de territoire, mobilisation collective.

La bibliographie est présentée en page 157



Nous proposons d'étudier ici l'évolution du statut du référent andin à partir de l'analyse d'une expérience innovante de ralliement stratégique et multiscalaire, qui a vu des associations de municipalités issues de trois pays distincts et frontaliers se regrouper au sein d'une alliance transfrontalière : « Aymaras sin Fronteras »¹. Ce processus nous semble d'autant plus intéressant qu'il s'est enclenché dans une zone périphérique, peu dense, du continent sud-américain, à savoir le sud de l'altiplano andin. Les territoires concernés, le sud du Pérou (province de Tacna), le sud-est de la Bolivie (à cheval sur les départements de La Paz, Oruro, Potosi) et le Nord du Chili (région de Tarapacá), souffrent tous d'une marginalisation extrême. Elle s'exprime à la fois par la domination du pouvoir central de leurs Etats respectifs², mais aussi de par leur qualité

1 • Ce texte résulte de diverses missions dans les Andes et leur piémont, qui m'ont permis de bien connaître certains des protagonistes mentionnés. Je les remercie et les prie de m'excuser de mes éventuelles erreurs d'interprétation du processus analysé. Tous mes remerciements à Ms F. Humire et H. Mamani, et à P. Pozo, Secrétaire de l'Alliance, ainsi qu'à L. Rouvière pour ses remarques. Travail réalisé dans le cadre du projet ECOS / CONICYT C03H04.

2 • Ces derniers n'ont usé à leur égard que de mesures d'exceptionnalité (zones franches actuelles de Tacna et d'Iquique par exemple).

d'espaces ruraux montagnards peu investis par les villes chef-lieux (l'IDH de l'ensemble du territoire est de 0,445, valeur équivalente à celle des pays les moins avancés). Dans ce contexte a priori peu favorable, les conditions d'innovation dans les modes de gouvernance ont évolué à partir des années 1990 sous une double influence : celle du processus de décentralisation libérale engagé dans tous les pays concernés (Montero & Samuels, 2004 ; Oxhorn, Tulchin et *al.*, 2004) ainsi que celle de la politisation de la revendication identitaire des populations autochtones (Morin & Saladin D'anglure, 1995 ; Bengoa, 2000 ; Albo, 2002 ; Amilhat-Szary, 2006).

On s'interroge donc ici sur les ancrages territoriaux utilisés pour soutenir, voire construire, une mobilisation collective. Dans cette perspective, le recours à l'analyse des référents d'un projet collectif se fait dans une perspective barthienne du langage d'emboîtement du signifié et du signifiant (Barthes, 1997). Ces interrelations complexes entre le signifiant et le signifié impliquent une mise en perspective culturelle mais aussi un jeu d'inter-référentialité. C'est placer cette détermination référentielle dans une perspective d'analyse idéologique des discours territoriaux (Di Méo, 1998). Dans une vision dynamique de la territorialisation, l'apport du nom intervient au début du processus. Selon le géographe italien Angelo Turco, la territorialisation procède en trois étapes (in Debarbieux, 1997). La première est la « dénomination », la deuxième est la « réification » (« transformation de la matérialité naturelle en matérialité construite »), la troisième est la « structuration », (« production de champs opérationnels à partir de l'aménagement.»). Bernard Debarbieux ramène cet effort d'intelligibilité de la complexité territoriale à la méthode structuraliste.

Dans ce travail, il s'agira donc de suivre les étapes d'une mobilisation collective à base territoriale dans sa redécouverte d'un ancrage identitaire longtemps nié ou refoulé du fait des conditions socio-politiques. En Amérique Latine en effet, les populations autochtones ont dû attendre la fin du XX^{ème} siècle pour regagner en visibilité. L'affirmation retrouvée de l'ethnicité, voire de l'« andinité », ne se fait cependant qu'au prix d'une reformulation complexe que le cas étudié, l'alliance Aymaras sin Fronteras, nous permettra d'éclairer.

Pays d'appartenance	Nb de communes ou districts	Superficie (km ²)	Population (sans discrimination ethnique ³ - nb hab.)	Densité
Bolivie	28	70 588	138 560	2,0
Chili	8	50 809	22 807	0,4
Pérou	16	7 103	18 183	2,6
Total communes & habitants ; Densité moyenne	52	123 500	179 550	1,7

Tableau 1 : présentation du territoire trinational - Source des données : instituts de statistiques nationaux

3 • Le pourcentage de population qui s'identifie en tant qu'Aymara est variable et indicatif seulement, dans la mesure où il s'agit d'une auto-désignation optionnelle dans les recensements.

L'andinité redécouverte ?

Dans un continent où les adjectifs « indio » (indien) et « andino » (andin) sont, encore aujourd'hui, plutôt utilisés comme des qualificatifs péjoratifs, l'analyse des processus identitaires doit être mise en contexte, à la fois d'un point de vue historique et épistémologique. En Amérique Latine, la population indigène a été tenue à l'écart de la communauté politique pendant la construction séculaire de l'Etat. Ni les indépendances, ni les réformes agraires du vingtième siècle ne sont parvenues à réduire véritablement le seuil d'inégalité les réduisant au rang de minorité sociale et politique dans leur pays (Hooker, 2005). Les revendications politiques des descendants des populations aborigènes du continent ont acquis une portée nouvelle dans la deuxième moitié du vingtième siècle grâce au renouvellement du discours de ces peuples sur eux-mêmes, dans un contexte post-moderne qui a permis la prise de conscience de la diversité culturelle. Parmi les facteurs expliquant ce renouvellement, on peut mentionner une profonde transformation du regard anthropologique, l'interaction du groupe avec son environnement social et politique étant désormais placée au cœur de la recherche sur l'identité ethnique (Barth, 1969). On peut aussi mentionner la profonde remise en cause du colonialisme qui a accompagné les célébrations de 1992 en Amérique Latine (mobilisation autour de la mémoire de cinq siècles de lutte) et a marqué un second tournant. Ces éléments ont ouvert à la prise de conscience des minorités sur elles-mêmes. Le renouvellement du leadership dans ces groupes minoritaires a accompagné cette reformulation identitaire.

Ces facteurs de renouvellement permettent de comprendre la construction d'une rhétorique inédite. Le discours identitaire développé aujourd'hui par les porte-paroles des minorités ethniques est destiné à être compris par des personnes extérieures, et en premier lieu par celles qui appartiennent à la culture dominante (dans les pays andins, les populations issues de la colonisation espagnole, dites « créoles »). C'est souvent dans cette version renouvelée qu'il revient circuler dans les communautés d'origine où sa réappropriation peut poser problème. C'est pourtant la condition pour leurs membres d'accéder à cette nouvelle forme d'expression politique. L'indigénisme contemporain est ainsi typiquement issu des allées et venues entre les mondes ruraux et urbains qui sont le quotidien des populations montagnardes andines (Cortès, 2002). La recherche sur l'accès à la scène politique des groupes indigènes en tant qu'acteurs positionnés dans le jeu national s'est beaucoup développée dans les dix dernières années (Dávalos, 2005). Centrée sur les modes de recouvrement d'un accès à la citoyenneté longtemps dénié, elle a permis, dans les différents pays où le processus était à l'œuvre, de repérer à quelle(s) échelle(s) de pouvoir ce phénomène était le plus répandu. Les municipalités y apparaissent comme un espace privilégié (Radcliffe, Laurie *et al.*, 2002) pour deux raisons : c'est un échelon de proximité certes, mais c'est aussi une maille dont la carte a été souvent remaniée récemment, avec souvent, dans des zones de faible densité, le tracé d'un nouveau découpage et l'émergence de périmètres communaux inédits. Les initiatives associatives à cette échelle se sont multipliées ces dernières années, comme en témoigne la mise en place de « réseaux de réseaux » pour échanger sur ce thème et diffuser de bonnes pratiques⁴.

4 • Cf. le Réseau d'apprentissage de Municipalités Rurales Indigènes (Red de Aprendizaje de Municipios Rurales Indígenas, Rimisp), projet destiné à fortifier la capacité des acteurs municipaux centraméricains et andins dans l'objectif d'améliorer leurs conditions de gouvernance, aussi bien au niveau local que dans leurs négociations avec les acteurs nationaux et internationaux. Ce projet est planifié sur 4 ans (2005-2009) et appuyé par la coopération néo-zélandaise (Agence de Développement International de Nouvelle Zélande, NZAID).

Il s'agit d'un espace privilégié d'innovation politique (Giraut, 2000), comme le montre l'exemple des « Aymaras sin Frontera » que nous allons développer.

Malgré des avancées notables, les groupes indigènes connaissent des difficultés structurelles à entrer dans le jeu politique national. Et il s'avère que, pour ce faire, ils doivent remettre en cause aussi bien les discours que les pratiques des démocraties libérales (Yashar, 1999). On observe ainsi que la négociation de l'accès à la participation politique ne se fait pas forcément dans le cadre national. La structuration transnationale des revendications indigénistes se fait en lien avec les grands organismes internationaux (ONU ou Banque Mondiale) et les ONG qui soutiennent leur action (Andolina, Radcliffe et *al.*, 2005). L'internationalisation de l'action politique des minorités amérindiennes et noires est un phénomène nouveau car avant la conquête, s'il existait des structures complexes d'échanges régionaux (entre la côte, la montagne et la forêt amazonienne notamment), nombre des peuples concernés n'étaient pas en contact (en 1532 Atahualpa l'Inca ne savait pas que l'Aztèque Moctezuma avait été soumis par les Espagnols en 1520). Les rapprochements entre organisations minoritaires à l'échelle nationale, régionale, voire continentale se multiplient à mesure que le langage de la lutte s'homogénéise et que son impact politique augmente.

Dans ce contexte où les alliances transnationales se multiplient (au sein de regroupements régionaux – andins ou amazoniens- assez problématiques, ou bien au sein de forums sociaux plus ouverts ou encore par l'intermédiaire d'ONG internationales comme le IWGIA, International World Group for indigenous Affairs), quelques initiatives transfrontalières existent. Il semble que, grâce au jeu multiscalaire qu'elles impliquent, elles permettent mieux que d'autres de mettre en lumière les conditions de la négociation d'un statut politique des groupes indigènes (Hooghe & Marks, 2000 ; Anderson, 2002). La frontière internationale représente dès lors un double référent symbolique, en tant qu'elle représente l'autorité de l'Etat : on cherche à la fois à la dépasser pour provoquer la réaction de l'institution, espérant que cette dernière se traduira par une volonté d'investissement public, tout en se démarquant de la nation que ces limites définissent (se définir par son appartenance ethnique, qui plus est en définissant un territoire indigène, c'est se donner d'autres frontières anthropologiques et politiques). Une situation frontalière permettrait de décupler l'intensité d'une construction identitaire (Eskelinen, Liikanen et *al.*, 1999) mais aussi de rendre plus visible un projet de territoire (Newman & Paasi, 1998). Du point de vue de l'Etat, de tels projets peuvent présenter l'avantage d'une certaine souplesse politique : ils laissent la possibilité de négocier les termes d'une reconnaissance territoriale sans menacer l'intégrité du pays par des dérives sécessionnistes (Gros, 2003 ; Gros & Strigler, 2006).

Cette réflexion sur les conditions d'émergence d'un référent sémantique dans le processus de construction territoriale s'appuie sur l'étude d'un exemple qui sera détaillé ici, celui d'un regroupement de municipalités transfrontalières dans les Andes. Son originalité repose sur plusieurs points : la capacité des gouvernements locaux à développer une politique internationale est d'autant plus remarquable que l'on se trouve dans une zone où les frontières restent conflictuelles, un siècle après les gains territoriaux du Chili sur la Bolivie et le Pérou (Amilhat-Szary, 2007). Le nom donné à cette association territoriale, « Alianza Estrategica Aymaras Sin Fronteras », laisse à penser que cette ouverture transfrontalière repose sur l'homogénéité ethnique de la zone, que les frontières érigées lors de l'indépendance des Etats-nations n'auraient pas réussi à faire disparaître et qu'il s'agirait aujourd'hui de récupérer. On se trouve en effet dans la partie Aymara des Andes, une des grandes cultures des Andes

centrales (3^{ème} langue indigène la plus parlée du continent) dont l'épicentre est situé entre le lac Titicaca et le Nord de l'actuel Chili. Si elle n'est majoritaire dans aucun des trois pays, (deuxième ethnie derrière la Quechua en Bolivie et au Pérou, derrière la Mapuche au Chili), son poids respectif y diffère notablement (1,7 millions d'habitants la parlent en Bolivie, 500 000 au Pérou, 20 000 au Chili) (Albo, 2000).

La construction de l'argumentaire : du référent rural à la mobilisation internationale et ethnique

Revenir sur les argumentaires qui sont à l'origine du processus d'émergence de ce projet de territoire que représente l'alliance stratégique Aymaras Sans Frontières (ASF), met en évidence un transfert de référents territoriaux. Nous verrons ici comment il passe de la mention d'un « rural » fédérateur à un projet « transfrontalier » puis à une mobilisation ethnique « Aymara », l'argument évoluant de la mutualisation (acteurs espérant que l'associativité leur permette d'échapper au handicap commun) à l'exclusion (stigmatisme ethnique inversé dans un processus d'auto-différenciation), ou du moins comment il se construit dans la tension dialectique entre ces deux pôles identitaires. Cette évolution doit être corrélée au contexte latino-américain où, tout au long du XX^{ème} siècle, on a tenté de réduire la crise des espaces périphériques ruraux, et notamment des zones montagneuses, à leur dimension paysanne. Les réformes agraires menées dans cette perspective, en Bolivie et au Pérou notamment, ont cependant illustré l'échec de la prise en compte des populations andines à travers leur assimilation à une catégorie socio-politique. Le renouveau ethnique se fonde sur le terreau d'une quête de l'identité niée, dont la composante territoriale est essentielle.

L'ASF est née à l'instigation de l'entité chilienne dite « Association des Municipalités de l'intérieur de la Première Région ». L'actuel président de l'Alliance Stratégique et maire de Putre (commune de l'arrière pays d'Arica au Chili), Francisco Humire, lie sa création à l'existence dans sa commune d'une Foire andine (la FERAN, Feria andina) initiée en 1997, qui aurait joué le rôle de point de rencontre entre les acteurs concernés dans les trois pays, Chili, Bolivie et Pérou. Toutefois, l'internationalisation de cette initiative municipale n'est pas due uniquement à la force de persuasion des acteurs locaux, ni même à l'appui de leurs interlocuteurs régionaux et nationaux respectifs. Ce qui donne à cette expérience lointaine une résonance étonnante, c'est la rencontre de ces maires montagnards avec des fonctionnaires internationaux de la Banque Mondiale et leur capacité à tirer parti de la convergence d'intérêts, ou du moins de discours et de référents, entre eux. Cette coïncidence est liée à l'existence au sein de la Banque d'une division de projets très attentive au développement des minorités, qui a su tirer parti de l'information du projet de l'Alliance, cette nouvelle n'ayant pas paru véritablement digne d'intérêt au niveau des instances chiliennes.

Les archives de l'association font débiter fin 2001 la coopération avec le bailleur global qu'est la Banque Mondiale, avec des visites d'une délégation dans l'espace aymara, qui déboucheront sur le déblocage de fonds internationaux en 2002 (prêt BM et donation du gouvernement norvégien). Cette avancée a permis d'une part de consolider le discours des membres de l'Alliance, que nous allons détailler ci-dessous, d'autre part il a ouvert les portes des administrations régionales à ces maires ruraux et autochtones jusqu'alors peu écoutés.

Côté chilien, la SUDERE (sous-secrétariat au développement régional du Ministère de l'intérieur chilien) s'est engagée à apporter un appui technique au projet, lequel a pris effet à partir de 2005. Un agent de développement mis au service de l'Alliance lui a permis de répondre en 2006 à un appel d'offres de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) portant sur les « Biens Publics Régionaux ». Le projet a été retenu en 2007 sous le nom « Héritage naturel et culturel aymara », assorti d'un financement propre à commencer à faire fonctionner ce territoire de projet, sur le territoire construit par la réunion des trois associations de municipalités boliviennes, chiliennes et péruviennes (cf. figure n°1)⁵.

SÉMANTISATION DES PROJETS : FRONTIÈRE ET DÉVELOPPEMENT

Si l'on s'attache à l'analyse des objectifs de Aymaras Sin Fronteras tels qu'ils sont affichés dans les documents produits par l'Alliance elle-même, on perçoit deux préoccupations distinctes. Il pourrait d'abord s'agir de mener à bien des projets de développement permettant d'améliorer le niveau de vie sur l'espace concerné (électrification rurale, améliorations agricoles et pastorales, construction d'un projet de tourisme durable dans le cadre de la patrimonialisation des Chemins de l'Inca, etc.). Mais l'objectif semble aboutir surtout, semble-t-il, à médiatiser ce territoire pauvre, éloigné, oublié, aussi bien auprès des gouvernements et bailleurs que des médias : « Nous devons faire connaître nos réalités » statue le premier texte (Actes de l'accord de Putre, 2001), afin de « remporter l'appui des gouvernements régionaux, nationaux et des sources de coopération » (Arica, janvier 2002)⁶. C'est dans ce but que le regroupement transfrontalier est né, selon un raisonnement économique de gains de moyens : il s'agissait de « tirer profit des avantages et potentialités de l'intégration transfrontalière pour obtenir des bénéfices communs lesquels généreront à leur tour des externalités positives dans leur entourage, améliorant les niveaux de subsistance » (Arica, janvier 2002). D'ailleurs, le fondement de l'alliance n'apparaît pas de nature productive : les acteurs réunis parlent de la création d'un cadre commun de réflexion et de coordination des initiatives d'interaction et de développement transfrontalier, attendu que :

- « les espaces Régionaux Frontaliers constituent des unités économiques et sociales aux potentialités de développement commun et partagé nombreuses et fortes,
- « le processus de globalisation, comme les facteurs de compétitivité qui s'imposent, ont pulvérisé les formes artisanales et traditionnelles de notre système de production et de commercialisation,
- « dans le cadre des signaux clairs en faveur des initiatives de développement dans les zones pauvres donnés par des Organismes Multilatéraux, il existe une volonté politique concertée de la part des protagonistes de cette rencontre,
- « les ressources de cette région Sud Andine sont similaires dans tous les pays concernés, puisque des réalités identiques nous unissent, comme l'environnement, la culture et le développement productif,
- nous devons faire connaître nos réalités ».

5 • Pour plus de précisions, cf. Amilhat Szary A.-L. & Rouvière L., 2009 et Rouvière L., 2009.

6 • *Plan trinational de développement transfrontalier*, 2002.

Ce long extrait de la Déclaration de Tacna (août 2001) permet de faire valoir les priorités de fonctionnement de ce qui va devenir l'Alliance Stratégique. Il fonde également la justification possible d'un organisme qui déroge au fonctionnement administratif et politique des trois pays dans lesquels il s'insère, comme en témoigne le texte rédigé par le conseiller juridique auquel ASF a demandé de valider ses statuts : « ni la conduite ni la réalisation des relations politiques avec des nations étrangères ne sont du ressort des municipalités chiliennes », y est-il noté, mais la finalité de l'association étant « la coordination avec des institutions nationales ou internationales, dans le but de perfectionner le régime municipal », elle institue bien « les conditions pour constituer un espace de réflexion générateur d'initiatives de développement des peuples Andins ». Son existence légale est possible, conclut-il, mais les décisions prises en son sein ne peuvent être ni obligatoires ni « contraignantes » (« vinculante ») pour les associés. En effet, l'Alliance a été conclue pendant une manifestation événementielle, la FERAN, et n'a pas été immédiatement avalisée formellement par une assemblée générale de l'Association des Communes de l'Intérieur de la Première Région chilienne (Avis rendu en janvier 2002, par Leticia Robles Valenzuela, conseillère).

CHRONOLOGIE DES APPELLATIONS

Il faut se souvenir que l'entité initiale concernée par le processus décrit s'appelait « Association des Municipalités de l'intérieur de la Première Région », nom technique, à l'image d'un pays où les régions sont désignées par leurs numéros. On peut noter qu'elle a changé de nom depuis 2004, prenant le nom d'« Association des Municipalités Rurales de Tarapacá » et le sigle qui l'accompagne : AMRT. En ce qui concerne l'alliance trinationale à proprement parler, dans les premiers documents produits, c'est la réalité andine qui est mise en avant et qualifiée comme telle : « les ressources de cette Région Sud-Andine sont similaires dans tous les pays concernés » (Actes de l'accord de Putre, juillet 2001). D'autres textes, comme la Déclaration de Tacna (août 2001), mentionnent la situation sud-andine (« accord trinational des maires de la zone sud-andine du Pérou, Chili, Bolivie »), faisant référence à des initiatives d'intégration sub-régionale menées à d'autres échelles dans cette partie des Andes, et notamment le regroupement des entrepreneurs GEICOS (« Groupe d'entrepreneurs interrégional du Centre Ouest sud-américain »), initiateur de la ZICOSUR (« zone d'intégration du Centre Ouest d'Amérique Latine ») (Amilhat-Szary, 2003). La première Convention de l'« Alianza Estratégica Trinacional de Alcaldes Rurales Andinos de Bolivia, Chile, Perú » (mars 2002) est d'ailleurs célébrée dans la presse locale comme une rencontre de maires « andins » de Bolivie, du Chili et du Pérou. Le recours au qualificatif « andino » marque un retournement réel des représentations, une forme de récupération d'un adjectif à la définition complexe (Amilhat-Szary, 2005 [2006]), qualificatif longtemps mal assumé par les populations autochtones dans la mesure où les majorités métisses l'employaient de façon injurieuse.

Le document co-produit avec la Banque Mondiale semble révélateur d'un changement dans la revendication qui peut s'apparenter à l'évolution du paradigme identitaire : le texte se présente comme une « stratégie pour les municipalités indigènes : proposition pour un renforcement du pouvoir Aymara » (« una propuesta de empoderamiento para los Aymaras »⁷). Il donne à l'Alliance un triple rôle, le pilier identitaire apparaissant essentiel :

« 1/ Construire un espace social pour appuyer la récupération de son identité ; 2/ Mobiliser sa capacité institutionnelle ; 3/ Fortifier ses capacités de gestion dans la définition et la promotion de stratégies de développement rural ». Le bailleur ne fait que mettre en valeur un discours porté par certains membres de l'alliance, notamment le président de la FERAN, F. Humire, dont un certain nombre de courriers attestent de l'intensité de son intériorisation de la rhétorique ethnique. Il parle souvent de « l'espoir ressenti si anxieusement par certains de ses membres d'une intégration des communautés de ce territoire aymara, ancestralement commun dans cette zone frontalière » (2001)⁸, et s'en sert comme d'un argument devant valider la maturation du projet stratégique : « Ce document est le produit d'un travail silencieux et concentré, comme un apport additionnel à l'aspiration intense à l'Intégration [la majuscule est de l'auteur] de ces trois pays concernés. Ces derniers désirent fortifier et développer un territoire régional frontalier, dans lequel sont impliqués des hommes et des femmes dont la seule motivation est d'avoir l'opportunité de se sentir appartenir à cette zone sud-andine, dont le dénominateur commun est d'être originaires et fils de cette terre-mère, orgueilleux de leur Culture et de leur origine Aymara » (2002)⁹. Cette rhétorique lui permet d'emprunter des accents provocateurs dans sa façon de dénoncer l'« amnésie » des gouvernements centraux dans leur façon de répondre aux besoins des communautés rurales andines et d'affirmer que « nous ne voulons pas que nos communautés se convertissent en un second Chiapas », suggérant que l'Alliance est capable de « produire un pôle de développement dans toute la macro-région du monde aymara »¹⁰. Les référents du discours, allant des pôles de développement au Chiapas, témoignent de la culture universelle de ce dirigeant, d'un point de vue économique comme identitaire (le Chiapas pouvant être considéré comme un point d'inflexion de la construction ethnique post-moderne).

La sémiologie des documents de communication produits par ASF témoigne de cette évolution (cf. figure n°2) : si le logo tri-frontalier (trois mains qui se serrent, prolongées du drapeau de chacun des trois pays) reste un marqueur stable, les référents au renouveau identitaire andin sont fortement présents, avec l'insertion notable de la Wiphala, le drapeau à petits carreaux multicolores, devenu la bannière des mouvements politiques indigénistes en Bolivie notamment. Vieilles pierres de Tiwanaku, textiles anciens et danses folkloriques constituent des attributs plus facilement identifiables par des non-Aymaras et participent de l'effort de l'Alliance pour utiliser la culture dans un but économique et politique. On remarque cependant que « Chile » est indiqué en entier, et au centre, contrairement à « Bolivia » et « Peru » qui ne sont lisibles que partiellement, ce qui s'explique notamment parce que l'initiative est partie du Chili, ce pays prenant plus de poids dans l'alliance.

7 • Titre du document, archives ASF.

8 • Lettre à un consultant, 2001 (PHDG / consultant).

9 • Lettre du 28/12/01 de Humire à F. Vidal V., Secrétaire d'Etat à l'Aménagement (SUBDERE), sur le document d'accord signé à Putre Feran 2001 : « Este documento, es el producto de un trabajo silencioso y dedicado como un aporte más a la tan anhelada Integración de estos tres países involucrados. Quienes desean fortalecer y desarrollar un territorio regional fronterizo, en donde están involucrados hombres y mujeres que solo los animan a tener una oportunidad de sentirse parte de esta zona sur Andina, con un denominador común el cual es ser originarios e hijos de esta madre tierra, orgullosos de su Cultura y de su origen Aymará ».

10 • Déclarations à la presse de F. Humire récemment élu président de l'ASF (*El Correo*, Tacna, 23 et 24/3/2002).

Conclusions

Revenir ainsi sur les fondements d'un territoire de projet en Amérique Latine à travers l'analyse de ses référents permet, semble-t-il, d'y affirmer le rôle essentiel de la démarche sémantique. L'évolution des qualificatifs utilisés (rural, andin, aymara) permet de mettre en évidence le contexte culturel et politique dans lequel ce dernier s'enracine. Le processus identitaire se construit bien ici dans un va-et-vient continu entre le collectif et le différentiel. Le discours met tour à tour l'accent sur la mutualisation (associativité) et l'exclusion (ethnicité) sans s'embarrasser d'éventuels hiatus entre les référents. Dans le cas présent, il s'avère fondamental, pour faire exister le territoire, d'en parler : pour ce faire l'avoir nommé est primordial. Mais la présence d'un référent autorise la médiatisation du territoire surtout vers l'extérieur : on se trouve là dans une démarche de communication qui n'est pas applicable à l'identique en interne. Sans que nous ayons pu en détailler les conséquences, la construction de l'alliance stratégique Aymaras Sans Frontière pêche par manque paradoxal de participation. Conçue par des élites indigènes ayant su renouveler leur discours politique, elle peine à trouver un relais populaire, du fait de l'absence de concrétisation de projets de développement sur le terrain. Ce constat sévère autorise à se demander si dans ce cas il s'agit véritablement de mobilisation ou bien d'instrumentalisation ethnique... dans un contexte où le retour d'usage de l'ethnie ne s'est pas pour autant accompagné de sa définition.

La portée de cet argumentaire va cependant au-delà des échanges discursifs : le but initial des maires ruraux, celui de faire connaître et prendre en compte un territoire marginal, a bel et bien été atteint. Au fil des années, au Chili puis en Bolivie, les autorités régionales et nationales se sont intéressées à la dynamique Aymaras Sin Fronteras au moment où celle-ci semblait leur échapper. Côté chilien, au niveau central que représente le Ministère des Affaires Etrangères, une direction spécifique (DICORE, Direction de Coordination régionale), créée en juin 2000 pour suivre les initiatives des territoires à l'international, est représentée dans les rencontres de ASF ; le gouvernement régional, connaissant l'initiative depuis ses débuts mais sans grande considération envers ses instigateurs, a changé de discours depuis le dépôt du projet à la BID.... Il resterait sans doute à évoquer l'impact de ces échanges locaux sur l'amélioration des relations diplomatiques entre les pays concernés, Aymaras Sin Fronteras participant de la forte mobilisation paradiplomatique existant sur cette triple frontière depuis les années 1990 (Tapia Valdés, 2003 ; Paquin, 2004). La capacité de mobilisation de ces maires de communes périphériques ne cesse de surprendre ceux qui les côtoient, la visibilité du territoire émergent participant sans doute autant à sa revalorisation que l'innovation du processus engagé. Si le choix d'un référent ne produit pas à lui seul un phénomène de territorialisation, il peut en revanche modifier considérablement le statut d'un territoire, quitte à jouer sur des fluctuations sémantiques (ici : rural / andin / aymara / transfrontalier) qui conditionnent la dynamique sociale et politique qu'il entend désigner.



Figure n° 1 : Couverture de pochette réalisée pour des rencontres trinationales, 2002.
Cover of envelope prepared for the tri-national meetings, 2002.

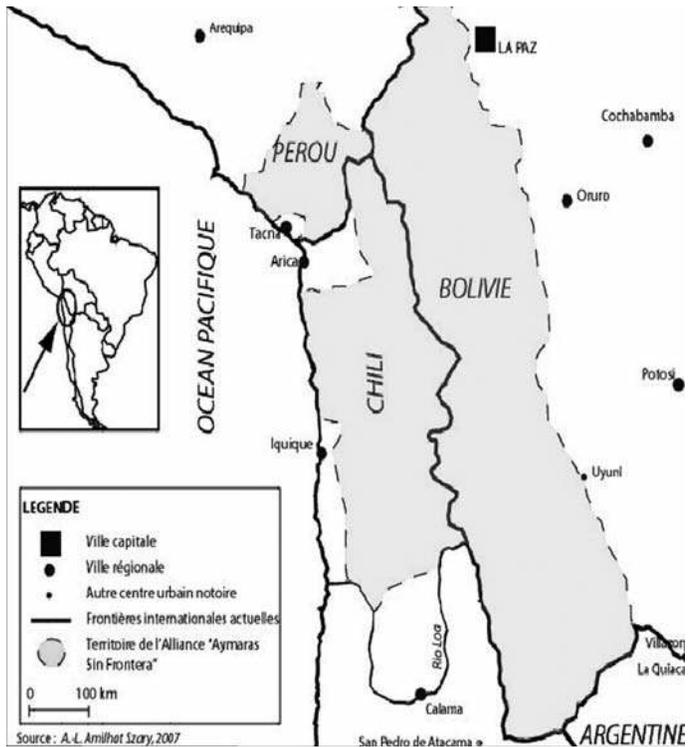


Figure n° 2 :
carte de localisation
du territoire
de l'alliance
Aymaras Sin Frontera.
*Territory concerned
by the Aymaras Sin
Fronteras alliance.*

References

- ALBÓ X., 2000. – "Aymaras entre Bolivia, Perú y Chile". *Estudios Atacameños*, Vol. 19, pp. 43-73.
- ALBÓ X., 2002. – *Pueblos indios en la política*. La Paz, CIPCA, 246 p.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2003. – « L'intégration continentale aux marges du MERCOSUR : les échelles d'un processus transfrontalier et transandin ». *Revue de Géographie Alpine*, Vol. Traverser et utiliser la frontière, Andes-Alpes, n°3, pp. 47-56.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2005 [2006]. – "L'intégration andine et ses présupposés: la région andine existe-t-elle ?" *Cahiers des Amériques Latines*, Vol. 50-Les dynamiques de l'intégration dans les Andes, n°2005/3, pp. 21-39.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2006. – « Indigénismes ». In Volvey, A. (dir.), *L'Amérique Latine*. Paris, Atlande, pp. 135-146.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2007. – "Are borders more easily crossed today? The paradox of contemporary trans-border mobilities in the Andes." *Geopolitics*, Vol. 2007, n°1, pp. 1-18.
- AMILHAT SZARY A.-L., ROUVIÈRE L., 2009. – « Des dynamiques transfrontalières au bilan d'aménagement du territoire: innovations et blocages dans les Andes centrales (Chili-Pérou-Bolivie) ». *Mosella*, Vol. Numéro spécial « Frontières et Aménagement ».
- ANDERSON J. (dir.), 2002. – *Transnational Democracy: Political Spaces and Border Crossings*. London, Routledge, 272 p.
- ANDOLINA R., RADCLIFFE S. A. ET AL., 2005. – "Gobernabilidad e identidad: indigeneidades transnacionales en Bolivia". In Dávalos, P. (dir.), *Pueblos indígenas, Estado y Democracia*, Buenos Aires, CLACSO, pp. 133-170.
- BARTH F. (dir.), 1969. – *Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization of Culture Differenc.*, Oslo / Boston, Universitetsforlaget / Little, Brown & Co.
- BENGOA J., 2000. – *La emergencia indígena en América Latina*. Santiago de Chile, Fondo de Cultura Económica, 341 p.
- CORTÉS G., 2002. – « Migrations et mobilités circulatoires dans les Andes boliviennes. La face cachée d'une ruralité en "résistance" ». *C.M.H.L.B. Caravelle*, Vol., n°79, pp. 93-115.
- DÁVALOS P. (dir.), 2005. – *Pueblos indígenas, Estado y Democracia*. Buenos Aires, CLACSO, 368 p.
- ESKELINEN H., LIIKANEN I. ET AL. (dir.), 1999. – *Curtains of Iron and Gold: Reconstructing Borders and Scales of Interaction*. Aldershot, Ashgate.
- GIRAUT F., 2000. – « Innovation territoriale et référent communautaire. Du renouveau des provinces nigériennes à celui des pays français ». In Chaléard, J.-L. & Pourtier, R. (dir.), *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud*. Paris, Publications de la Sorbonne, pp. 77-108.

GROS C., 2003. – « Demandes ethniques et politiques publiques en Amérique Latine ». *Cahiers des Amériques Latines*, Vol. 48, pp.11-29. <http://www.identidadcolectiva.es/pdf/11.pdf>.

GROS C., STRIGLER M.-C. (dir.), 2006. – *Etre indien dans les Amériques. Spoliations et résistances, Mobilisations ethniques et politiques du multiculturalisme*. Paris, IHEAL.

HOOGE L., MARKS G. (dir.), 2000. – *Multi-level governance and European integration*. Lanham, Oxford, Rowman & Littlefield, 249 p.

HOOKE J., 2005. – "Indigenous Inclusion / Black Exclusion: Race, Ethnicity and Multicultural Citizenship in Latin America". *Journal of Latin American Studies*, Vol. 37, pp. 285-310.

JOUE B., 2006. – « L'empowerment : entre mythe et réalités, entre espoir et désenchantement ». *Géographie, économie, société*, Vol. 8, pp. 5-15.

MONTERO A. P., SAMUELS D. J. (dir.), 2004. – *Decentralization and democracy in Latin America*. Notre Dame, Ind, Helen Kellogg institute for international studies, University of Notre Dame Press, 309 p.

MORIN F., SALADIN D'ANGLURE B., 1995. – « L'ethnicité, un outil politique pour les autochtones de l'Arctique et de l'Amazonie ». *Etudes / Inuit / Studies*, Vol. 19, n°1, pp. 37-68.

NEWMAN D., PAASI A., 1998. – "Fences and neighbours in the postmodern world: boundary narratives in political geography." *Progress in Human Geography*, Vol. 22, n°2, pp. 186-207.

OXHORN P., TULCHIN J. S. ET AL. (dir.), 2004. – *Decentralization, democratic governance, and civil society in comparative perspective: Africa, Asia, and Latin America*. Washington / Baltimore / London, Woodrow Wilson Center Press/ Md /The Johns Hopkins University Press, 351 p.

PAQUIN S., 2004. – *Paradiplomatie et relations internationales. Théorie des stratégies internationales des régions face à la mondialisation*. Bruxelles / Bern / Berlin, Presses interuniversitaires européennes. Peter Lang, 189 p.

RADCLIFFE S. A., LAURIE N. ET AL., 2002. – "Reterritorialized Spaces and Ethnic Political Participation: Indigenous Municipalities in Ecuador". *Space and Polity*, Vol. 6, n°3, pp. 289-305.

ROUVIÈRE L., 2009. – « L'élaboration des politiques locales de développement en milieu rural. Le cas de la triple frontière "aymara" (Bolivie – Chili – Pérou) ». In Rouvière, L. (dir.), *Quelle(s) gouvernance(s) sur les frontières latino-américaines ?* Paris, Institut pour la Gouvernance / Fondation pour le Progrès de l'homme.

TAPIA VALDÉS J., 2003. – "Paradiplomacia: las relaciones internacionales de los órganos subregionales de gobierno. El marco jurídico-institucional de la integración transfronteriza subregional". In Instituto De Estudios Internacionales, U. (dir.), *El marco jurídico-institucional de la integración transfronteriza subregional*, Iquique, UNAP, INTE (Instituto de Estudios Internacionales), pp. 113-122.

YASHAR D., 1999. – "Democracy, indigenous movements and the post-liberal challenge in Latin America". *World Politics*, Vol. 52, n°1, pp. 76-104.